

Religion et diplomatie américaine : entre mission divine et réalités géopolitiques

Religion and American Diplomacy: Between divine mission and geopolitical realities

Radia BENABDELJALIL

Laboratoire de Gouvernance Publique, Politiques Publiques Et Études Administratives et Douanières Faculté des Sciences Juridiques, Économique et Sociales Ain Chock, Université Hassan 2 de Casablanca, Maroc.

Résumé. Cet article explore l'émergence d'une diplomatie religieuse post-séculière dans la politique étrangère des États-Unis. À travers une lecture théorique croisée et l'analyse de plusieurs administrations américaines, il met en évidence le rôle croissant du religieux dans la formulation des normes diplomatiques, tout en soulignant les limites internes (sécularisme bureaucratique, pluralisme confessionnel) et les critiques externes (perception d'ingérence ou d'hégémonie morale). Il plaide pour une diplomatie religieuse pluraliste, capable de dépasser le cadre évangélique dominant et de s'ouvrir à une coopération multiconfessionnelle au service de la paix et de la justice globale.

Mots-clés : *Diplomatie religieuse, Post-sécularisme, Politique étrangère américaine, Soft power, Pluralisme confessionnel.*

Abstract. This article examines the emergence of a post-secular religious diplomacy in the United States' foreign policy. Drawing on cross-disciplinary theories and an analysis of various American administrations, it highlights the growing role of religion in shaping diplomatic norms. The study identifies key domestic constraints (bureaucratic secularism, religious pluralism) and international criticisms (accusations of moral imperialism), while advocating for a more pluralistic and inclusive religious diplomacy. Such a diplomacy would transcend the dominant evangelical framework to embrace multi-faith cooperation aimed at promoting global justice and peace.

Keywords: *Religious diplomacy, Post-secularism, U.S. foreign policy, Soft power, Religious pluralism.*

1. Introduction

Depuis la disparition du paradigme strictement séculier, la politique étrangère américaine évolue dans un monde marqué par la mondialisation, la montée des fractures identitaires et un retour en force du religieux sur la scène publique. Confrontée à l'impératif de préserver une légitimité morale fidèle à ses mythes fondateurs tout en s'ajustant à la complexité confessionnelle d'un ordre multipolaire, elle dessine les contours d'une diplomatie « post-séculière » où la foi n'est plus reléguée à la sphère privée mais devient un véritable levier stratégique.

Notre article se distingue par l'articulation d'une réflexion théorique novatrice et d'une étude comparée des administrations récentes (Bush, Obama, Trump). Sur le plan théorique, nous proposons un cadre original de « diplomatie religieuse pluraliste », qui conjugue le post-sécularisme (Casanova, 1994) et la notion de soft power confessionnel, pour montrer comment les valeurs religieuses structurent les processus décisionnels internationaux. Empiriquement, nous mobilisons des analyses de discours présidentiels, l'examen de certains textes législatifs clés et une revue critique de la littérature pour mettre en lumière les modalités concrètes d'intégration du religieux : de la rhétorique évangélique au sein de la Maison Blanche aux

stratégies œcuméniques déployées dans les arènes diplomatiques.

Pour rendre compte de ces dynamiques, l'article se déploie en trois mouvements : d'abord, nous retraçons la matrice religieuse de l'exceptionnalisme américain, en explorant héritages, rhétoriques et mythes fondateurs ; ensuite, nous analysons les configurations théologiques contemporaines, depuis l'influence du protestantisme évangélique jusqu'aux usages stratégiques de l'œcuménisme et des lobbys confessionnels ; enfin, nous interrogeons la fonction stratégique de la religion, tantôt instrument de justification morale, tantôt vecteur de légitimation des interventions, pour évaluer les potentialités et les limites d'une diplomatie véritablement post-séculière au XXI^e siècle.

2. La matrice religieuse de la politique étrangère américaine : héritage, rhétorique et mythes fondateurs

La dimension religieuse dans la politique étrangère des États-Unis s'inscrit profondément dans son héritage culturel et idéologique, formant un socle essentiel de son discours politique et diplomatique. Historiquement, ce socle est influencé par des concepts tels que la « Destinée manifeste » (Chelini-Pont, 2023), la notion de « nation élue » et l'idée de « mission civilisatrice » (Haynes, 2008). Ces éléments se manifestent distinctement au cours des différentes époques, se transformant pour répondre aux besoins politiques et sociaux spécifiques.

La Destinée manifeste, concept aux accents puritains développé au XIX^e siècle, a établi une continuité idéologique entre la conquête de l'Ouest, la guerre contre le Mexique, et la marginalisation des populations autochtones (Chelini-Pont, 2023). Elle implique que les États-Unis sont choisis par une providence divine pour apporter civilisation et libération à des peuples jugés opprimés ou sous-développés. Ainsi, la conquête territoriale américaine n'était pas seulement politique ou économique mais explicitement chargée d'une mission religieuse : celle de diffuser la civilisation et la liberté, vues comme des dons divins (Richet, 2003).

Cette mission civilisatrice prend une dimension explicitement religieuse avec l'exportation du protestantisme par les États-Unis durant leur expansion maritime dans le Pacifique et en Asie au début du XX^e siècle. Aux Philippines et à Hawaï, les missionnaires protestants suivent immédiatement les troupes américaines pour établir la suprématie américaine tant spirituelle que politique (Chelini-Pont, 2023). Cette démarche traduit clairement le rôle attribué à la religion dans la politique étrangère américaine, où elle devient un instrument direct de colonisation culturelle et religieuse.

La notion de nation élue constitue une autre pierre angulaire de cette matrice religieuse. L'idée selon laquelle les États-Unis sont une nation choisie par Dieu pour mener une mission rédemptrice est récurrente dans le discours présidentiel, et ce particulièrement lors de crises majeures. Par exemple, George W. Bush, après les attentats du 11 septembre, affirme explicitement qu'il était "choisi par la grâce de Dieu pour diriger le pays à ce moment-là" et que la mission américaine d'apporter la démocratie et la liberté découle directement d'un commandement divin (Richet, 2003).

Cette rhétorique messianique n'est cependant pas monolithique. Elle varie selon les contextes historiques et politiques. Durant la Première Guerre mondiale, le président Woodrow Wilson, convaincu d'avoir été choisi par Dieu pour remodeler le monde à l'image des États-Unis, s'oppose à son ministre des Affaires étrangères, William Jennings Bryan, qui prônait un pacifisme chrétien radical (Richet, 2003). Cette opposition montre bien comment la rhétorique religieuse pouvait être mobilisée pour défendre des visions radicalement différentes de la politique étrangère américaine.

Pendant la guerre froide, l'usage religieux dans la diplomatie américaine se complexifie. Elle est utilisée comme instrument idéologique dans la lutte contre l'athéisme communiste, vue comme une menace existentielle pour la civilisation chrétienne occidentale. Les États-Unis soutiennent activement les églises et communautés religieuses persécutées dans les pays

communistes, utilisant des médias comme Voice of America pour diffuser des messages religieux et des valeurs démocratiques dans ces régions (Chelini-Pont, 2023).

Avec la fin de la guerre froide, la diplomatie religieuse américaine prend une nouvelle forme. La théorie du "choc des civilisations" développée par Samuel Huntington dans les années 1990 devient influente et redéfinit la politique américaine vers un paradigme opposant une civilisation judéo-chrétienne occidentale à un Islam perçu comme hostile. Cette perspective nourrit une politique étrangère marquée par l'interventionnisme, comme observé lors des présidences de George W. Bush et plus récemment sous Donald Trump, qui mobilisent explicitement des références religieuses pour justifier des politiques controversées telles que les interventions militaires ou la relocalisation de l'ambassade américaine à Jérusalem (Chelini-Pont, 2023).

La diplomatie religieuse américaine s'inscrit ainsi dans un long héritage où se mêlent motivations spirituelles et objectifs politiques. Elle est une illustration de l'instrumentalisation des croyances pour légitimer des actions politiques et diplomatiques. Pourtant, cette utilisation reste controversée, suscitant critiques et résistances internes comme externes, illustrant ainsi les tensions inhérentes à l'usage du religieux dans un contexte politique pluraliste et globalisé.

Table 1: The chosen nation: the influence of religion on US foreign policy

<i>Période</i>	<i>Mission</i>	<i>Adversaire</i>	<i>Moyens</i>
<i>Prérévolutionnaire et colonial (1600–1776)</i>	Millénium	Papauté « antichrétienne »	Ex. « cité sur la colline »
<i>Révolutionnaire et fondation (1776–1815)</i>	Empire de la liberté	Tyrannie européenne d'Ancien Régime, « diaboliques » (Amérindiens)	Expansion continentale sans alliances contraignantes
<i>Destinée manifeste (1815–1848)</i>	Civilisation chrétienne	« Sauvages » ou « enfants » (Amérindiens)	Expansion continentale sans alliances contraignantes
<i>Amérique impériale (1898–1913)</i>	Civilisation chrétienne	Barbares et « sauvages » (Philippines)	Expansion outre-mer sans alliances contraignantes
<i>Internationalisme wilsonien (1914–1919)</i>	Démocratie mondiale	Autocratie et impérialisme	Organisations et alliances internationales
<i>Libéralisme de la guerre froide (1946–1989)</i>	Monde libre	Communisme	Organisations et alliances internationales
<i>Bush et néoconservatisme (2001–)</i>	Promotion de la liberté religieuse et des droits de l'homme	« Terrorisme international », souvent lié à l'islam « extrémiste » ; États totalitaires (ex. Corée du Nord)	Action unilatérale avec alliances ad hoc

3. Les configurations théologiques et leurs usages politiques

a. Protestantisme Évangélique et influence sur la politique étrangère américaine

Le protestantisme évangélique conservateur a fortement influencé la politique étrangère américaine, notamment à partir des années 1970. Ce courant religieux, qui a émergé dans la seconde moitié du XIXe siècle aux États-Unis, a ciblé les gouvernements américains successifs pour influencer des questions telles que l'avortement, les valeurs familiales et l'éducation scolaire.

Sous les présidences de Bill Clinton et George W. Bush, l'évangélisme conservateur a exercé une influence notable sur la politique étrangère par le biais d'une diplomatie dite "évangélisée". Howard LaFranchi (LaFranchi, 2006) souligne que sous Bush, les leaders évangéliques conservateurs avaient un accès privilégié aux conseillers seniors de la Maison Blanche, influençant ainsi des agendas politiques précis tels que la démocratisation en Afghanistan et en Irak et la promotion des libertés religieuses en Corée du Nord et au Soudan (Chelini-Pont, 2023).

Parmi les lois notables influencées par ce groupe figurent :

- L'International Religious Freedom Act (1998), qui intègre la liberté religieuse comme objectif central de la politique étrangère américaine.
- Le Sudan Peace Act (2002), soutenu activement par les évangéliques conservateurs préoccupés par les attaques contre les chrétiens au Soudan.
- Le North Korea Human Rights Act (2004), qui visait spécifiquement les violations des droits humains en Corée du Nord.

L'influence des évangéliques conservateurs s'étend à travers la création d'une « nouvelle architecture des droits de l'homme » dans la politique étrangère américaine (LaFranchi, 2006), illustrant une transition notable vers des problématiques internationales, souvent associée à un idéalisme wilsonien renouvelé (Haynes, 2008).

b. Œcuménisme stratégique

L'œcuménisme stratégique représente une utilisation politique de l'unité chrétienne pour renforcer les positions diplomatiques américaines durant la guerre froide et au-delà. Durant cette période, la défense de la foi chrétienne contre les persécutions religieuses, notamment dans les pays communistes, est devenue un élément central de la stratégie géopolitique américaine (Chelini-Pont, 2023).

Harry Truman et Dwight Eisenhower ont notablement soutenu les églises d'Europe de l'Est, intégrant la persécution religieuse comme motif officiel de visas pour réfugiés et utilisant des programmes spécifiques tels que le "US Program for the Support of the Orthodox Church" (Chelini-Pont, 2023).

Sous Eisenhower, l'USIA (United States Information Agency) et son bureau de politique religieuse à travers "Voice of America" ont diffusé des émissions spirituelles et religieuses à destination des populations sous régimes communistes, renforçant ainsi l'image des États-Unis comme défenseur de la liberté religieuse universelle (Chelini-Pont, 2023).

c. Influence des lobbies religieux

Les lobbies religieux américains sont variés et ne se limitent pas aux évangéliques. Des groupes tels que le lobby pro-israélien et les organisations catholiques conservatrices jouent aussi un rôle majeur (Walt & Mearsheimer, 2006). Ces groupes utilisent des moyens divers comme les contributions financières aux campagnes électorales, l'influence directe sur les décideurs politiques et le façonnement de l'opinion publique.

Le "Religious Right" (RR) représente un exemple particulièrement influent de ces groupes, ayant accès aux médias et à des personnalités clés telles que Gary Bauer, Jerry Falwell, Ralph

Reed et Pat Robertson. Ces acteurs religieux se sont avérés capables de définir les agendas tant sur les plans domestique qu'international, par exemple dans la promotion des valeurs familiales ou dans l'opposition à certaines politiques d'aide internationale, comme celles liées à la planification familiale (Haynes, 2008).

La présidence de George W. Bush a été particulièrement marquée par cette influence religieuse, avec des conseillers comme Michael Gerson qui ont introduit des concepts tels que "l'axe du mal", reflet d'une vision religieuse du monde dans les politiques adoptées (Haynes, 2008).

Ainsi, l'interaction complexe des groupes religieux, l'usage stratégique de l'œcuménisme et l'influence directe des évangéliques conservateurs ont façonné de manière significative la politique étrangère américaine, illustrant comment des valeurs religieuses peuvent être institutionnalisées au sein même du pouvoir politique (Haynes, 2008).

4. La religion comme instrument d'affirmation stratégique : entre justification morale et légitimation des conflits

La religion constitue une ressource stratégique dans la politique étrangère américaine, capable d'être utilisée tant pour justifier la paix que pour légitimer la guerre, selon les circonstances géopolitiques. Ce phénomène illustre l'« ambivalence du sacré » définie par R. Scott Appleby, selon laquelle la religion peut produire des effets contradictoires, pacificateurs ou violents, selon le contexte (Appleby, 2000).

Ronald Reagan fut l'un des présidents les plus emblématiques de cette ambivalence. Durant la première moitié de sa présidence, il mobilisa intensément le discours religieux pour dénoncer le communisme comme une idéologie athée et amoral. Il décrivait l'Union soviétique comme « l'Empire du mal », renforçant une dichotomie religieuse entre le Bien incarné par l'Amérique chrétienne et le Mal représenté par le bloc soviétique (Saiya, 2022). Cette vision justifiait l'accroissement massif des dépenses militaires et le soutien à des régimes ou groupes anticomunistes à travers le monde. Cependant, dans son second mandat, à mesure que les tensions internationales diminuaient avec l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev, Reagan réorienta son discours religieux pour appuyer une politique de désescalade. Sa foi chrétienne fut alors invoquée pour promouvoir le dialogue, le pardon et la paix, comme en témoigne la signature du traité INF en 1987 (Saiya, 2022).

George W. Bush illustre aussi cette ambivalence religieuse. Initialement réticent à l'interventionnisme, son discours s'ancrant dans un conservatisme compassionnel, il bascula vers une rhétorique religieuse militante après les attentats du 11 septembre. Il présenta alors la guerre contre le terrorisme comme un combat spirituel du Bien contre le Mal, affirmant que ses décisions étaient guidées par Dieu (Saiya, 2022). Ce discours justifia l'intervention militaire en Afghanistan (2001) et en Irak (2003). Bush s'appuya sur des versets bibliques et l'appui d'évangéliques influents pour donner une légitimité morale à ses actions.

Jimmy Carter, quant à lui, proposait une vision radicalement différente de l'usage du religieux. Profondément influencé par sa foi baptiste, Carter mobilisa la religion dans une optique de médiation et de justice. Il insista sur les droits humains comme fondement de la politique étrangère, ce qui le mena à couper l'aide militaire à des alliés accusés de violations de ces droits, comme l'Argentine ou l'Iran avant la révolution de 1979 (Berggren & Rae, 2006). Carter utilisa aussi sa foi pour mener des efforts diplomatiques importants comme les accords de Camp David entre l'Égypte et Israël (1978).

Dwight D. Eisenhower est un autre exemple de cette ambivalence. Bien qu'il ait utilisé un discours très religieux pour contrer le communisme — déclarant que « lorsque Dieu entre, le communisme s'en va » — il adopta aussi une posture diplomatique prudente. Notamment, il s'opposa à la France, au Royaume-Uni et à Israël lors de la crise de Suez en 1956, préférant éviter l'escalade au Moyen-Orient malgré les affinités idéologiques (Saiya, 2022).

Barack Obama a également intégré une forme plus séculière de l'« ambivalence du sacré » dans sa politique étrangère. Bien qu'il se revendique chrétien, il insista souvent sur la pluralité religieuse et sur la nécessité de dialogue interreligieux, notamment dans son discours du Caire en 2009, où il affirma que les États-Unis n'étaient pas en guerre contre l'Islam (Saiya, 2022). Sa stratégie reposait davantage sur le soft power et l'engagement multilatéral, souvent justifié par des références à la justice, la paix et la dignité humaine — valeurs universelles mais enracinées dans des traditions religieuses.

Donald Trump, quant à lui, mobilisa la religion principalement comme outil de légitimation d'alliances stratégiques. Il insista sur la protection des minorités chrétiennes au Moyen-Orient et reconnut Jérusalem comme capitale d'Israël, ce qui séduisit les évangéliques américains. Toutefois, cette mobilisation religieuse n'était pas orientée vers la paix, mais servait des objectifs géopolitiques spécifiques.

L'analyse de ces cas démontre que la religion, en tant que force symbolique, est interprétée et mobilisée de manière circonstancielle. Ce n'est pas la foi en elle-même qui dicte la politique étrangère, mais le contexte géopolitique dans lequel elle est invoquée. Ainsi, les périodes de crise voient une mobilisation religieuse belliqueuse, tandis que les phases de détente ou de coopération permettent des usages plus pacifiques et inclusifs de la foi (Warner, & Walker, 2011).

Ce constat confirme la pertinence d'un modèle à trois niveaux, tel que proposé par Saiya (2022):

1. Niveau individuel : convictions personnelles des dirigeants (ex. : Carter, Bush).
2. Niveau domestique : pression des groupes religieux organisés.
3. Niveau international : nature du contexte de menace ou de coopération.

C'est à l'intersection de ces trois niveaux que se produit l'« ambivalence du sacré » en politique étrangère. Un même président peut justifier des interventions militaires (Bush) ou des négociations de paix (Carter) selon le contexte.

Ainsi, pour comprendre l'influence de la religion dans la politique étrangère américaine, il faut analyser les circonstances spécifiques dans lesquelles elle est mobilisée, plutôt que de la considérer comme une constante idéologique. Cela permet une lecture plus nuancée des mécanismes de légitimation des conflits ou de la paix.

5. Vers une diplomatie religieuse post-séculière ?

Depuis la fin de la guerre froide et plus encore après les attentats du 11 septembre 2001, la religion est revenue au centre des relations internationales. Cette reconfiguration appelle à penser une diplomatie religieuse « post-séculière », c'est-à-dire une diplomatie qui, tout en reposant sur l'État moderne laïque hérité du modèle westphalien, reconnaît l'importance croissante des acteurs religieux dans la sphère publique et diplomatique. Toutefois, cette évolution s'accompagne de résistances, internes comme externes, qui soulignent les limites actuelles de l'influence religieuse dans la politique étrangère des États-Unis.

Le concept de diplomatie post-séculière repose sur l'idée que la laïcité n'exclut plus nécessairement la présence active des valeurs religieuses dans la formulation des politiques publiques, y compris en matière de relations internationales. Warner et Walker proposent un cadre théorique basé sur quatre courants majeurs des relations internationales — réalisme, libéralisme, institutionnalisme et constructivisme — pour analyser l'influence religieuse sur la diplomatie. Ils soulignent que les valeurs religieuses agissent comme des idées structurantes dans les processus décisionnels, notamment lorsque les institutions et acteurs politiques leur accordent une légitimité.

Haynes affirme de son côté que le soft power religieux peut influencer directement les décideurs lorsque ces derniers partagent les croyances ou sont sensibles aux normes religieuses promues par des groupes de pression (Haynes, 2008). Il s'agit ici de soft power domestique, qui, lorsqu'il trouve un écho auprès du pouvoir exécutif, se convertit en politique étrangère officielle. L'essor

de la diplomatie religieuse post-séculière est donc étroitement lié à l'interaction entre convictions personnelles, attentes sociales, et dynamiques transnationales.

Malgré cette montée du religieux, plusieurs obstacles internes freinent l'émergence d'une diplomatie pleinement post-séculière. En premier lieu, le sécularisme reste fortement ancré dans l'appareil bureaucratique et diplomatique américain. Elizabeth Shakman Hurd parle d'un « sécularisme structurant » (Hurd, 2008) qui façonne l'action des diplomates et la représentation du religieux dans les arènes internationales.

Ensuite, la pluralité des courants religieux aux États-Unis rend difficile l'institutionnalisation d'une diplomatie religieuse cohérente. La compétition entre évangéliques, catholiques conservateurs, juifs sionistes, musulmans américains, et autres groupes confessionnels complexifie la mise en œuvre d'une politique religieuse unifiée. Warner et Walker insistent sur la diversité des expressions religieuses qui influencent les prises de décision et sur les conflits de valeurs entre elles (Warner, & Walker, 2011).

Sur le plan international, la mobilisation du religieux dans la diplomatie américaine fait l'objet de méfiance, notamment dans les pays où l'héritage colonial ou les tensions interreligieuses sont vives. Le recours à la rhétorique chrétienne, par exemple sous George W. Bush, a suscité des accusations d'impérialisme moral et religieux (Haynes, 2008). Même sous des présidences plus modérées comme celle d'Obama, des initiatives de dialogue interreligieux ont été perçues comme des outils de soft power stratégique plus que comme de réels engagements pluralistes. De plus, les conflits de légitimité entre valeurs universelles (droits humains, liberté religieuse) et souveraineté nationale ont limité la portée de certaines initiatives américaines. L'International Religious Freedom Act de 1998, tout en instituant la liberté religieuse comme objectif de politique étrangère, a été critiquée comme étant une imposition unilatérale de normes culturelles américaines (Haynes, 2008).

Face à ces limites, plusieurs voix plaident pour une diplomatie religieuse véritablement pluraliste. Il s'agirait de dépasser le cadre confessionnel chrétien-évangélique dominant pour intégrer un dialogue inclusif avec les autres traditions religieuses représentées aux États-Unis et à l'international. Warner et Walker proposent une approche multi-niveaux, articulant les convictions personnelles des dirigeants, les pressions des groupes domestiques et les contraintes du système international.

Cette diplomatie pluraliste supposerait la reconnaissance de l'autonomie religieuse dans les arènes internationales, le respect des identités religieuses locales, et la coopération avec des acteurs religieux non-chrétiens sur des questions globales comme la paix, la pauvreté ou le climat. Cela impliquerait aussi une meilleure formation des diplomates à la diversité religieuse et à ses implications géopolitiques (Warner, & Walker, 2011).

Enfin, une diplomatie religieuse post-séculière appelle à une révision des paradigmes théoriques dominants en relations internationales. Le réalisme classique, axé sur la puissance et la souveraineté, peine à intégrer les dynamiques normatives portées par les religions. À l'inverse, le constructivisme permet de mieux appréhender l'influence des idées religieuses dans la formation des intérêts et des identités étatiques. Philpott propose de considérer la religion comme une variable institutionnelle, capable d'encadrer les normes internationales et de structurer les comportements diplomatiques (Philpott, 2000). Cette approche ouvre la voie à une réflexion sur l'institutionnalisation de la religion dans les régimes de gouvernance mondiale, par exemple à travers des dialogues interreligieux structurés ou des plateformes multilatérales de coopération éthique.

La diplomatie religieuse post-séculière ne signifie pas la fin du sécularisme, mais sa reconfiguration dans un monde globalisé où les identités religieuses jouent un rôle croissant. Les États-Unis, en tant que puissance dotée d'un fort pluralisme interne et d'une influence mondiale, sont au cœur de cette transition. Les résistances internes (bureaucratiques, idéologiques, culturelles) et externes (méfiance, conflits normatifs) constituent autant de défis

à relever. Mais ces obstacles ouvrent également des opportunités pour repenser une diplomatie religieuse plus inclusive, légitime et adaptée aux enjeux du XXI^e siècle.

6. Conclusion

La diplomatie religieuse post-séculière représente une évolution significative dans les pratiques diplomatiques américaines contemporaines. Loin d'être un simple retour du sacré, elle traduit un repositionnement stratégique où la religion devient l'un des vecteurs de légitimation des normes internationales. Cette mutation repose sur une articulation subtile entre convictions personnelles, pressions internes, et positionnements géopolitiques.

En retraçant la généalogie religieuse de l'exceptionnalisme américain, ce travail a montré que les concepts de *Destinée manifeste*, de *nation élue* et de *mission civilisatrice* continuent d'influencer les pratiques diplomatiques, bien au-delà des simples références symboliques. Ce socle idéologique s'est perpétué sous des formes renouvelées, adaptables aux contextes de guerre froide, de lutte contre le terrorisme ou de promotion des droits humains.

L'apport principal de cet article réside dans la formulation d'un cadre de lecture **post-séculier et pluraliste** de la diplomatie religieuse américaine. Ce qui permet de mieux saisir la manière dont les convictions personnelles des dirigeants, les pressions des groupes religieux nationaux et les logiques stratégiques internationales interagissent dans la formulation des politiques étrangères. L'étude comparée des administrations Bush, Obama et Trump illustre ainsi la plasticité de l'usage religieux — tantôt justificateur de guerre, tantôt vecteur de dialogue — et met en lumière la tension entre universalisme normatif et instrumentalisation géopolitique.

Les implications de cette recherche sont multiples. Sur le plan académique, elle appelle à dépasser les oppositions binaires entre religion et sécularisme en intégrant la religion comme variable institutionnelle dans l'analyse des relations internationales. Elle invite également à repenser la théorie du réalisme classique à l'aune des logiques de croyance, de narration symbolique et de mobilisation communautaire. Sur le plan diplomatique, ce travail suggère la nécessité d'une **diplomatie religieuse plus inclusive**, respectueuse de la diversité confessionnelle interne et des sensibilités culturelles globales. Loin de promouvoir un agenda confessionnel, une telle diplomatie devrait favoriser le dialogue interreligieux, la médiation éthique et la coopération autour de biens communs mondiaux tels que la paix, la justice ou le climat.

Ainsi, la diplomatie religieuse post-séculière n'annonce pas la fin du sécularisme, mais sa transformation. Elle invite les États à reconnaître que la religion, en tant que vecteur de sens et de norme, peut jouer un rôle structurant dans un ordre mondial fragmenté, à condition de s'inscrire dans une logique d'ouverture, de pluralisme et de responsabilité globale.

7. Bibliographie

- Appleby, R. S. (2000). *The ambivalence of the sacred: Religion, violence and reconciliation*. Rowman & Littlefield Publishers.
- Berggren, D. J., & Rae, N. C. (2006). Jimmy Carter and George W. Bush: Faith, foreign policy, and an evangelical presidential style. *Presidential Studies Quarterly*, 36, 606–632.
- Chelini-Pont, B. (2023). La dimension religieuse de la diplomatie américaine : constances et évolutions. *Annuaire français de relations internationales*, 949–964.
- Haynes, J. (2008). Religion and foreign policy making in the USA, India and Iran : Towards a research agenda. *Third World Quarterly*, 29(1), 143–165.
- Hurd, E. S. (2008). *The politics of secularism in international relations*. Princeton University Press.
- Judis, J. (2005, March). *The chosen nation : The influence of religion on US foreign*

policy (Policy Brief No. 37).

- LaFranchi, H. (2006, March 2). Evangelized foreign policy? *The Christian Science Monitor*. <http://csmonitor.com/2006/0302/p01s01-usfp.html>
- Philpott, D. (2000). Explaining the political ambivalence of religion. *World Politics*, 52, 206–245.
- Richet, I. (2003). La religion influence-t-elle la politique étrangère aux États-Unis ? *Le Débat*, (127), 42–56.
- Saiya, N. (2022). God of war, God of peace : The political ambivalence of Christianity in American foreign policy. *Journal of Church and State*, 64(3), 458–478.
- Walt, S., & Mearsheimer, J. J. (2006, March 23). The Israeli lobby and US foreign policy. *London Review of Books*. <https://www.lrb.co.uk>
- Warner, C. M., & Walker, S. G. (2011). Thinking about the role of religion in foreign policy : A framework for analysis. *Foreign Policy Analysis*, 7(1), 113–135.